

LES CHIFFRES DU MOIS

101

Quatre organisations de la société civile birmane mènent campagne contre la coupure d'internet décidée en juin, qui reste en vigueur dans 4 townships de l'état d'Arakan. Le 30 septembre, c'était le 101ème jour de la coupure et le « Myanmar Internet Blackout Day 101 », en solidarité avec les 600 000 birmans coupés du monde : #StopInternetShutdownMM



100

Les enquêteurs de l'ONU détiennent une liste confidentielle de plus de 100 noms d'individus susceptibles de faire l'objet d'enquêtes pénales pour les crimes les plus graves en droit international. Parmi eux, des militaires, mais aussi des représentants des autorités civiles au plus haut niveau, et d'un certain nombre d'entités...



500

L'édition de septembre du « Myanmar Gem Emporium » à Naypyidaw a rapporté gros : plus de 500 millions d'euros de vente de jade - surtout - et de pierres précieuses. Un acheteur chinois a à lui seul fait l'acquisition d'un lot de jade pour la modique somme de 16,5 millions d'euros. Dans certains secteurs, l'argent coule à flots.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Poursuite des combats dans le nord de l'état Shan

Le 3 septembre, **346 organisations de la société civile birmane ont lancé un appel commun**, demandant la fin des combats et la protection des populations civiles dans le nord de l'état Shan. Cette région est en proie à une escalade des combats entre l'armée et trois organisations ethniques armées (AA, TNLA, MNDAA) depuis les attaques que celles-ci ont lancées le 15 août. Elles avaient préalablement demandé à l'armée de cesser les combats dans l'état d'Arakan et dans l'état Shan en la menaçant de représailles. Selon l'ONU, les récents combats ont engendré près de 8000 déplacés internes. Amnesty International déplore par ailleurs que les autorités militaires et civiles continuent de bloquer l'accès à l'aide humanitaire. Des civils, parmi lesquels des femmes et des enfants, ont été tués, et des dizaines ont été grièvement blessés. Le **Myanmar Times** a donné un visage aux victimes de ces combats en évoquant la vie brisée d'un homme qui a perdu sa femme et deux de leurs trois enfants : « *A plusieurs reprises, j'ai pensé que la vie ne valait plus la peine d'être vécue, mais je dois me battre pour mon fils encore vivant.* » Pendant ce temps, les discussions entre les organisations ethniques armées et l'armée birmane n'avancent pas. Le cessez-le-feu partiel unilatéral que l'armée avait décrété en décembre 2018 (et qui n'a jamais concerné l'état d'Arakan) vient d'expirer le 21 septembre. Elle ne l'a jamais respecté.

Des birmans solidaires de la mobilisation pro-démocratie à Hong Kong

Onze organisations militantes birmanes, parmi lesquelles Athan et Generation Wave, ont exprimé leur soutien au mouvement pro-démocratie à Hong Kong face aux autorités pro-Pékin et demandé la libération de tous les manifestants interpellés. La situation à Hong Kong est le miroir de la situation en Birmanie, disent ces organisations. « *Cette mobilisation doit tenir lieu d'avertissement pour nous amener à davantage de démocratie* », face au gouvernement birman qui soutient l'allié chinois. Si de plus en plus de personnes à Hong Kong ont le sentiment que Pékin cherche à accroître sa mainmise sur ce petit territoire, qu'en est-il en Birmanie ? La défense des valeurs démocratiques et le rôle de la Chine sont deux vecteurs susceptibles de tisser des passerelles entre les sociétés civiles birmanes et hongkongaises. L'universitaire Hongkongaise Debby Sze Wan Chan déclarait récemment : « *Quand la Birmanie était une dictature, Aung San Suu Kyi disait à la communauté internationale : « utilisez votre liberté pour défendre la nôtre ». Je ne suis pas optimiste quant à sa position vis-à-vis de nous, mais je crois aux citoyens birmans. S'il vous plaît, mobilisez-vous avec nous* ».

Les « bonnes œuvres » de Min Aung Hlaing

Au cours des deux derniers mois, le commandant en chef de l'armée, Min Aung Hlaing, a visité des sites religieux non-bouddhistes et effectué des dons à des communautés musulmanes, chrétiennes et hindoues. L'armée déclare vouloir ainsi construire la cohésion du pays ! Toujours est-il que Min Aung Hlaing aurait, à l'occasion d'une de ces visites, affirmé qu'il n'y aura « *aucune discrimination sur la base de la race et la religion contre... les véritables citoyens* ». La nuance est de taille. Min Aung Hlaing, mis en cause pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre par les enquêteurs de l'ONU, a également reçu le révérend Hkalam Samson, responsable de la Kachin Baptist Convention (KBC) qui était poursuivi par l'armée pour ses propos à la Maison-Blanche déplorant l'absence de liberté religieuse dans son pays. Si celui-ci déclare vouloir croire à la sincérité de l'armée après avoir vu les poursuites à son encontre levées, nombreux sont ceux qui déplorent une opération d'affichage. Certains prêtent d'ailleurs à Min Aung Hlaing des ambitions présidentielles... Des mosquées fermées depuis dix ans viennent de rouvrir dans la région de Magwe ? Si seulement cela pouvait augurer d'une amélioration réelle de la liberté de croyance et d'un Etat respectueux de ses minorités... Un ancien capitaine de l'armée qui demandait à celle-ci de respecter la vie de tous les citoyens et de servir les intérêts du pays vient d'écopier d'un an de prison.

«La balance de la justice est cassée dans notre pays»

Le 2 septembre, Pau Lu et Seng Nu Pan, deux jeunes militants Kachin pour la paix ont été condamnés à 15 jours de prison ou à une amende de 30000 kyats, au choix. En signe de protestation, ils ont choisi la prison, refusant de payer une amende pour avoir manifesté pacifiquement pour la paix. Le 9 juin dernier, ils avaient organisé une scène de théâtre de rue en commémoration des huit ans de la reprise du conflit entre la KIA (Kachin Independence Army) et l'armée birmane. La police est venue les interpeller - alors qu'ils avaient déclaré leur événement auprès des autorités deux jours avant - au motif que leur notification était incomplète. Pau Lu a écopé d'une peine de trois mois de prison complémentaire pour avoir, le jour de son procès, remis au juge du Tribunal de Mytkyina, une "balance de justice cassée". Symbole de l'effondrement du système judiciaire birman, et de l'absence de véritable vie démocratique, qui vaut à de jeunes pacifistes d'aller en prison pour une scène de théâtre organisée pour la paix. (Visuel : Progressive Voice)



La Birmanie passe au code informatique universel

A partir du 1er octobre, la Birmanie adopte un code informatique universel. Ce basculement officiel en « Unicode » devrait permettre une meilleure compatibilité des communications avec le reste du monde et une meilleure information puisque les sites étrangers pourront désormais être lus en birman. La Birmanie est l'un des derniers pays au monde à opérer ce changement. Accéder aux grands sites web mondiaux était jusqu'ici quasi-impossible en langue birmane : les messages électroniques ou pages web venant de l'étranger étaient illisibles, les caractères étant remplacés par des lignes de symboles vides de sens. Les logiciels de traduction et de reconnaissance locale ne fonctionnaient pas davantage. Ce passage en « Unicode » devrait être assez aisé pour les administrations, les médias et les grandes entreprises, mais des experts soulignent que beaucoup de téléphones importés illégalement et vendus à bas prix sont préinstallés avec l'ancien code "Zawgwi" et que 10 à 15% des téléphones les plus anciens ne pourront être convertis.

La Chambre de commerce et d'industrie France-Myanmar lance un concours pour promouvoir le tourisme en Birmanie

La Chambre de Commerce et d'Industrie France-Myanmar a lancé la première édition d'un concours vidéo #COMETOMYANMAR ("Venez visiter la Birmanie"), en partenariat avec l'association birmane de promotion du tourisme, avec le soutien de partenaires tels que Novotel Yangon Max ou Canon et le mécénat de Seagram et FMI Decaux. Les candidats – qui ont l'obligation d'être des citoyens birmans – doivent tourner une vidéo de 3 minutes présentant leur pays sous l'angle de quatre catégories : le sens de l'hospitalité des citoyens birmans, ce qui diffère de n'importe quel autre pays, le dynamisme de la Birmanie, la vie quotidienne / les modes de vie. L'objectif étant de promouvoir le tourisme, les vidéos primées serviront à cette fin. Le hic ? C'est que les enquêteurs de l'ONU viennent de conclure à la mise en cause de l'Etat birman pour génocide contre les Rohingya. Et que les autorités birmanes, qui sont dans le déni persistant des crimes documentés, se servent du tourisme pour véhiculer « la belle image ». Le concours initié participe donc, qu'il le veuille ou non, à cette entreprise de communication. Nous en reparlerons.

FOCUS DU MOIS

Mission d'établissement des faits de l'ONU sur la situation en Birmanie **Rapport du 16 septembre 2019 présenté devant le Conseil des droits de** **l'Homme de l'ONU : Extraits de ses conclusions**

« L'histoire de la Birmanie depuis son indépendance en 1948 est marquée par des décennies de conflits armés entre l'armée birmane, la Tatmadaw, et des organisations armées basées dans les régions ethniques. Chaque conflit s'est traduit par le meurtre généralisé de civils, de la torture, des violences sexuelles et de genre, du travail forcé, des déplacements de population et des restrictions relatives à l'usage des terres et des moyens de subsistance, à l'accès à l'éducation, à la santé, à des services de base et autres graves conséquences pour le peuple de Birmanie. Les victimes sont majoritairement issues de minorités ethniques : Rohingya, Kachin, Shan, Ta'ang, Rakhine, Chin, Karen ou Kokang... et bien d'autres qui ne figurent pas dans ce rapport.

Les conflits ethniques en Birmanie ont consolidé la notion d'une société stratifiée, dans laquelle la majorité ethnique Bamar occupe une position privilégiée et les minorités ethniques sont assujetties. L'armée a écrit et mené « le narratif » de cette stratification. Elle a mené des guerres en Birmanie au cours des soixante-dix dernières années. Des décennies de règne militaire lui ont donné le pouvoir d'agir en toute impunité. Hélas, la transition démocratique amorcée depuis 2011 a échoué à renverser ces schémas profondément enracinés. Nous ne pouvons que réitérer la nécessité d'une transformation totale de la Tatmadaw, de son retrait complet de la vie politique et économique du pays, et du besoin urgent d'un contrôle civil sur l'armée, comme premières étapes essentielles sans lesquelles les schémas persistants d'abus ne changeront pas.

Les communautés ethniques de Birmanie ont une expérience commune de victimes et de brutalité dans les mains de l'armée, de discrimination et de marginalisation. Néanmoins, nous constatons que leurs expériences ne sont en aucun cas identiques.

Situation des Rohingya

La situation des Rohingya se distingue à cet égard. Leur exclusion arbitraire de la liste des 135 « races nationales » reconnues a permis le déni de leurs droits humains sous la Constitution et la législation birmane. Cette exclusion formelle des Rohinyga a entraîné une souffrance et une persécution sévères et inhumaines, qui atteignent le degré de crimes contre l'Humanité. La rhétorique haineuse bien documentée dans notre rapport de 2018, qui a été mise au premier plan lors des pics de violences de 2012, 2016 et 2017, montre la perception haineuse, répandue et consensuelle, au sein de la majorité Bamar selon laquelle les Rohingya ont le statut de « sous-hommes ».

Leur ségrégation persistante vis-à-vis du reste de la société, à travers des restrictions de mouvement continuelles, cimenter cette perception. C'est un signe visible de persécution en continu.

Les violations structurelles des droits humains sous-jacentes, qui culminent avec les « opérations de nettoyage » de 2017 ont continué et la situation des Rohingya demeure largement inchangée depuis l'année dernière. La Mission a des motifs raisonnables de conclure : - qu'il y a une forte inférence d'une intention génocidaire en continu de l'Etat birman, - qu'il y a un risque sérieux que des actions génocidaires se reproduisent à l'encontre des Rohingya et - que la Birmanie ne respecte pas ses obligations consistant à prévenir le génocide, à enquêter sur les crimes et à adopter des lois pour criminaliser et punir le génocide.

La rhétorique du Gouvernement relative à son accueil du million de réfugiés ayant fui au Bangladesh peut uniquement être vue comme une tentative non sincère de « calmer » le gouvernement du Bangladesh et la communauté internationale. Cela se manifeste par le caractère totalement inadapté des programmes actuels de relocalisation des Rohingya et par le manque de volonté du Gouvernement de s'atteler aux problèmes structurels imposés aux Rohingya qui demeurent dans l'état Rakhine (absence de citoyenneté, absence de liberté de mouvement, absence de droits, confiscation de terres, privation alimentaire etc...). Notre enquête souligne l'impossibilité pour les Rohingya de rentrer dans les conditions actuelles.

Des villages Rohingya continuent d'être rasés et détruits. Entre août 2017 et avril 2019, ce sont 40600 structures d'habitation qui ont été détruites, avec 200 lieux de vie presque totalement détruits.

Dans ce contexte, la Mission estime que tout acteur de développement ou acteur économique qui intervient dans l'état Rakhine a de très fortes probabilités de soutenir, directement, indirectement ou par inadvertance, ou même de consolider, les objectifs persécuteurs et génocidaires de l'armée visant les Rohingya. Nous réitérons que, selon nous, les entreprises et les programmes de développement dans l'état Rakhine doivent prendre les mesures nécessaires pour que leurs actions en premier lieu n'enrichissent pas l'armée et en second lieu bénéficient à toutes les communautés ethniques sur la base du principe d'égalité...

Un moratoire sur les investissements et les programmes de développement, nationaux et internationaux, est nécessaire à ce stade pour s'assurer que l'investissement et le développement ne consolident pas les objectifs précités de l'armée. Ce moratoire devrait durer jusqu'à ce que les Rohingya bénéficient de leurs droits sans discrimination, sur la base de l'égalité, sans pour autant entraver les programmes humanitaires qui sauvent des vies.

La situation des Rakhine

Dans notre rapport de 2018, nous avons relevé que des Rakhine ont été victimes de graves violations des droits humains de la part de l'armée, tout en ayant joué un rôle direct dans les opérations de 2017 contre les Rohingya.

Dans le cadre du conflit récent entre l'armée et l'Armée de l'Arakan (AA), les Rakhine ont de nouveau été les victimes de la marque de fabrique de l'armée dans ses opérations : attaques indiscriminées, prise pour cible de civils entraînant morts et blessés (à l'exception des violences sexuelles généralisées subies par les Rohingya, qui marquent, parmi d'autres indicateurs, l'intention génocidaire de l'armée contre les Rohingya). Au cours de ces derniers mois, l'armée a violé le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'Homme lors de ses attaques (arrestations, détention arbitraire, torture d'hommes et de garçons, entraînant parfois la mort).

Comme pour toutes les autres minorités du pays, les populations civiles touchées par le conflit dans l'état Rakhine - notamment des Rakhine, Chin et Rohingya - ont souffert de sérieuses conséquences humanitaires en résultat de la mise en œuvre de la stratégie militaire des « 4 cuts ». A laquelle l'armée vient d'ajouter un 5ème élément : la coupure de l'information. Le Gouvernement, par différentes pratiques et décisions, a privé la population de sa capacité à communiquer avec le monde extérieur. Et empêché celui-ci d'informer sur les opérations militaires en cours. Cela isole davantage la population de l'état Rakhine et entraîne un risque d'abus de la part de l'armée sans aucun regard extérieur.

La situation dans le nord du pays

Les communautés ethniques dans le nord de la Birmanie ont enduré des décennies de violations des droits humains liées au conflit. Celles-ci ont continué en dépit de cessez-le-feu passés et présents. La situation dans le nord continue de soulever des inquiétudes depuis notre rapport de 2018. Si les hostilités ouvertes ont pu décliner dans l'état Kachin, les violations sous-jacentes comme la torture, le viol et des violations de toute une série de droits économiques, sociaux et culturels restent partie intégrante de la vie quotidienne des communautés ethniques dans le nord. Ce schéma persistant témoigne du manque de sincérité du Gouvernement, et de l'armée, pour parler de paix, même dans le cadre d'une certaine accalmie du conflit. Les organisations ethniques armées dans le nord ont aussi une responsabilité à cet égard et des informations faisant état de violations du droit international humanitaire appellent des enquêtes. La situation risque de se dégrader s'il n'y a pas de véritable effort pour s'atteler au cycle continu des violations massives des droits humains et du droit international humanitaire, y compris des crimes de guerre."

Le [rapport de la Mission en date du 16 septembre 2019](#) contient aussi des développements sur la situation actuelle dans le nord de l'état Shan et sur la situation des Karen. Sa lecture est édifiante s'agissant de la situation des droits humains en Birmanie.

La Mission d'établissement des faits de l'ONU a terminé son mandat et cède la place au Mécanisme indépendant d'enquête et de recueil des preuves mis en place par l'ONU, qui a la lourde charge de constituer des dossiers judiciaires dans la perspectives de procès à venir, que ce soit devant des juridictions nationales ou internationales. La Mission a réitéré son appel à ce que le Conseil de sécurité saisisse la Cour Pénale Internationale ou mette en place un Tribunal International Ad Hoc. En cas de blocage persistant, elle en appelle à l'Assemblée générale de l'ONU. La Mission salue également toute démarche visant à ce que la Birmanie soit renvoyée devant la Cour Internationale de Justice pour sa responsabilité en tant qu'Etat au titre de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. L'intention génocidaire de l'Etat birman vis-à-vis des Rohingya est longuement détaillée. La communauté internationale va-t-elle enfin agir ?